



Le CGefi en chiffres

400
organismes publics contrôlés

375
rapports annuels des contrôleurs (hors filiales)

200
contrôles d'aides agricoles

70
audits salariaux et avis CIASSP

45
guides et outils produits par les sections

97 %
taux de satisfaction de ses commanditaires

18
responsables de mission

107
contrôleurs

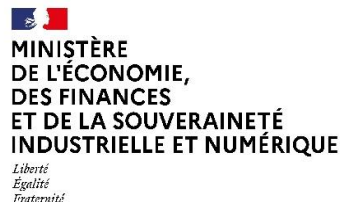
42 % de femmes



Contrôle général économique et financier
Immeuble Irène Joliot-Curie - 67 rue Barbès - BP 80001
94201 Ivry-sur-Seine cedex
Tél. : 01 79 84 30 01 / com.cgefi@finances.gouv.fr
Site : economie.gouv.fr/cgefi



Avril 2023



**Contrôle général
économique et financier**



Placé sous l'autorité du ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, le **Contrôle général économique et financier** (CGefi) contrôle 400 entreprises et organismes publics.

Ses compétences et son expertise en font également un service de référence tant pour la maîtrise des risques que pour la modernisation de l'action publique et l'évaluation des politiques publiques.

Grâce à une organisation collégiale, le CGefi développe et valorise son rôle d'observatoire de la gouvernance, des risques et de la performance des entreprises et organismes publics qu'il contrôle. Il met son capital d'expertises au service de l'intérêt général.



**Analyser les risques et évaluer la performance
des organismes publics pour une meilleure gestion
de l'argent public**



LA TRANSFORMATION DU CGefi

En 2022, le CGefi a mené une double transformation, d'une part il s'est recentré sur son cœur de métier, à savoir le contrôle économique et financier des entreprises et organismes publics de son périmètre, d'autre part il mène à bien **la réforme de l'encadrement supérieur de l'État** qui se traduit, pour le CGefi, comme pour l'ensemble des services d'inspection générale et de contrôle, par la **mise en extinction du corps des contrôleurs généraux économiques et financiers** et la mise en place **d'un nouveau cadre d'emploi fonctionnel** au 1^{er} janvier 2023.

LE CONTRÔLE, CŒUR DE MÉTIER DU CGefi

Le CGefi intervient auprès de **400 entreprises et organismes publics** dans lesquels l'État possède des intérêts (entreprises, établissements publics, GIP...) ou qui ont la qualité d'opérateurs de politiques publiques. D'EDF à l'ONF, de la SNCF aux caisses nationales de sécurité sociale, de La Poste à Pôle Emploi en passant par les grands ports maritimes, le CGefi est présent dans de nombreux secteurs, souvent à forts enjeux, tels que l'agriculture, l'aménagement du territoire, l'écologie, les transports, le commerce, la recherche, l'énergie, l'armement, le secteur spatial, l'audiovisuel, l'emploi, la formation professionnelle, la santé...

Les interventions des contrôleurs généraux sont centrées sur **l'analyse des risques, l'évaluation de la performance et la préservation des intérêts patrimoniaux de l'État**. Le caractère permanent du contrôle auprès des organismes permet aux contrôleurs de jouer un rôle d'alerte, de veille et de recommandation visant à préserver les intérêts patrimoniaux et budgétaires de l'État, et de contribuer ainsi à la gouvernance et à la modernisation de la gestion publique.

UNE EXPERTISE RECONNUE

S'appuyant sur la diversité et la richesse des parcours de ses membres, le CGefi dispose d'une **capacité d'expertise et d'appui** dans la plupart des domaines relevant de la gestion et des politiques publiques, de l'organisation administrative, de l'accompagnement des transformations et de la modernisation de l'économie. Il intervient, à la demande des ministres, seul ou en partenariat avec d'autres corps de contrôle ou d'inspection.

UN OBSERVATOIRE UNIQUE DES ORGANISMES

Par sa présence en continu auprès des entreprises et des organismes publics qu'il contrôle, ses audits salariaux du secteur public, son observation de la transformation sociale du secteur public et ses missions d'expertise, le CGefi bénéficie d'une vision large des organismes publics. Les **sections** du CGefi réalisent des travaux transversaux, prioritairement sur les chantiers interministériels de transformation de l'action publique. Les sections ont produit **45 guides et outils**.

Les groupes de travail des sections

Gestion et performance des organismes	Transformation et accompagnement des organismes
. Observatoire RH	. Modernisation de la gouvernance
. Performance financière et maîtrise des investissements publics	. Numérique innovation et qualité de service
. Gestion immobilière	. Transformation structurelle des organismes
. Outils du contrôle	. Territoires et Outre-mer
. Concurrence	

